

LAURIE WRIGHT



Catégories: [ESG](#), [Notre équipe](#), [Avocats](#)

Laurie Wright est une éminente avocate sollicitée pour son expertise en droit public, notamment en droit constitutionnel et administratif, en droit des Autochtones et en matière des droits de la personne. Laurie met habilement à profit ses 30 ans d'expérience au sein du gouvernement fédéral pour fournir des conseils judicieux et pratiques à ses clients sur des questions d'ordre juridique et de politiques complexes.

Elle travaille sur un vaste éventail de dossiers ayant une incidence sur le milieu des affaires, y compris les évaluations d'impact, les droits de la personne et des Autochtones, les changements climatiques, les sanctions, le développement des ressources naturelles et des pipelines, sans oublier les questions de sécurité économique et de lutte contre la corruption. Ses compétences juridiques lui permettent d'aider les clients à comprendre le contexte gouvernemental dans lequel ils évoluent. De plus, grâce à sa maîtrise du langage des organismes de réglementation et des législateurs, Laurie les aide à mieux positionner leurs communications et leurs stratégies.

Dans le cadre des postes de haute direction qu'elle a occupés au sein du ministère de la Justice du Canada, notamment à titre de sous-ministre adjointe principale, Laurie a élaboré des initiatives en matière de politique juridique et de réforme du droit. Elle a de plus fourni des conseils juridiques spécialisés dans les domaines du droit administratif, constitutionnel et international, de la protection de la vie privée, des droits de la personne et de la sécurité nationale et du droit pénal. Elle a également été responsable de la rédaction de lois et de règlements fédéraux.

Par ailleurs, Laurie a représenté les intérêts du Canada auprès de provinces, de territoires et de peuples autochtones de même qu'à l'échelle internationale devant la Cour internationale de Justice, l'Organisation de coopération et de développement économiques, le Commonwealth ainsi que le Comité sur la torture et le Comité des droits de l'homme des Nations Unies.

Courriel: laurie.wright@mcmillan.ca

Expertise: Gouvernement et Affaires publiques, Autochtones, Commerce international

Langue parlée: English, French

LinkedIn: <https://www.linkedin.com/in/laurie-wright-897a13249/>

Lieu: Ottawa

Téléphone: 613.691.6167

Poste / Titre: Avocate-conseil, Gouvernement et affaires publiques

Publications:

- Canada Seeks Business Input on CUSMA Ahead of 2026 Joint Review, coauteure avec Sabrina A. Bandali, Alison FitzGerald, George Reid, Jessica Horwitz, Quinn Scarlett et Kathleen Wang (17 août 2024)
- [After The New Bill C-69: A Plan, A Directive And Then What?](#), coauteure avec Serge Dupont, Martin Ignasiak, David Bursey et Sharon Singh, Mondaq (25 juillet 2024)
- B.C. and Haida Nation Release Haida Title Lands Agreement, coauteure avec Sharon Singh, David Bursey, Radha Curpen et Brienne Gloeckler (29 mars 2024)
- [B.C. Provides First Nations Larger Role in Emergency Management](#), coauteure avec Tim Pritchard, Sharon Singh et Brienne Gloeckler, *Lexpert* (8 novembre 2023)
- [Canadian Ombudsperson for Responsible Enterprise Launches First Complaint-Based Investigation](#), coauteure avec Sharon Singh, Radha Curpen, Sabrina A. Bandali, Manpreet Dhillon et

Samantha Chenatte, Mondaq (10 avril 2024)

- [New Canadian Economic Sanctions "Deemed Ownership" Rule Now in Force](#), coauteure avec Jessica Horwitz, Sabrina A. Bandali et Kathleen Wang, Mondaq (29 juin 2023)
- [Canadian Government Introduces Legislation to Add Sanctions 50% Rule and Update Rules on Ownership and Control](#), coauteure avec Jessica Horwitz et Sabrina A. Bandali, Mondaq (10 mai 2023)
- [Canada Introduces Mandatory Forced Labour Prevention Reporting Legislation](#) coauteure avec Sabrina A. Bandali, Jessica Horwitz, Sharon Singh et Radha Curpen, *JD SUPRA* (4 mai 2023)
- What Canada's New Forced Labour Reporting Law (Bill S-211) Means for Businesses, coauteure avec Jessica Horwitz, Sabrina A. Bandali, Sharon Singh et Ethan Gordon (6 février 2023)
- Government of Canada Proposes Significant Amendments to the Investment Canada Act, coauteure avec Adam Kalbfleisch, Zirjan Derwa et Kolding Larson (13 décembre 2022)
- National Indigenous Economic Strategy Rebuilding Indigenous Economies, coauteure avec Sharon Singh, Radha Curpen et Serge Dupont, Mondaq (27 juin 2022)
- [Canada's Federal Budget 2022 and Canadian Sanctions Implications](#), coauteure avec Sabrina A. Bandali, Jessica Horwitz et Andrei Mesesan, Mondaq (13 mai 2022)

Éducation et admissions:

Degré: Barreau de l'Ontario

An: 1994

Degré: J.D.

Université: Université Queen's

An: 1992

Degré: M.A.

Université: Université Western Ontario

An: 1989

Degré: B.A.

Université: Université de Toronto

An: 1988

Mandats représentatifs:

- Conseillère juridique de Global Container Terminals sur le Projet d'agrandissement de Deltaport – quatrième poste d'amarrage, en tenant compte de considérations portant sur la réglementation et l'environnement.
- Conseillère juridique de l'Association of Mineral Exploration sur la politique d'exploration minière et de mise en valeur des minéraux.
- Rédactrice du quatrième examen indépendant des activités et de la gouvernance de l'Ombudsman pour l'assurance vie et maladie.
- Conseillère juridique d'un client de l'industrie vestimentaire sur les obligations internationales en matière de droits de la personne.
- Conseillère juridique d'un client de l'industrie sur les exigences en matière de bornes de recharge pour véhicules électriques.
- Conseillère juridique de la Couronne fédérale sur les procédures d'examen administratif sécurisées proposées en vertu de la Loi sur la preuve au Canada.
- Conseillère juridique de la Couronne fédérale sur le projet d'agrandissement du réseau de Trans Mountain.
- Conseillère juridique de la Couronne fédérale sur l'évaluation des impacts, dont la Loi canadienne sur l'évaluation environnementale (2012) et la Loi sur l'évaluation d'impact.
- Conseillère juridique de la Couronne fédérale sur des accords de réparation.
- Conseillère juridique de la Couronne fédérale sur des lois sur les sanctions.
- Conseillère juridique de la Couronne fédérale sur diverses questions concernant la réconciliation avec les peuples autochtones, y compris la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones.
- Conseillère juridique de la Couronne fédérale sur les sociétés responsables.

Domaines de pratique: Gouvernement et Affaires publiques, Autochtones, Commerce international